

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2008)
Heft: [2]: Blindés

Artikel: Sûreté sectorielle : expériences de "La Une"
Autor: Vautravers, Alexandre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346950>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



L'état-major de brigade n'accomplit pas de cours de répétition (CR), mais 4 à 5 semaines d'état-major (SEM).
Toutes les photos © A+V.

Sûreté sectorielle : Expériences de « La Une »

Maj EMG Alexandre Vautravers

Officier à disposition du cdt br bl 1. Ancien chef opérations, EM brigade blindée 1

En janvier 2005, la brigade blindée 1 a été la première Grande unité à s'exercer à une situation d'exception, SIEGFRIED, un exercice réalisé par la Formation supérieure des cadres de l'Armée (FSCA), sous la responsabilité de l'Etat-major de conduite de l'armée. Pour la première fois, un engagement de sûreté sectorielle préventive a pu être simulé sur les installations de Kriens (CET/TTZ). Cet exercice d'état-major (EM), qui a nécessité plusieurs semaines de préparation et de planification et engagé plus de 120 enseignants spécialisés, a suscité de nombreuses réflexions -dialogue opératif, communication, aspects juridiques, sûreté, logistique- également adaptées à une Grande unité mécanisée dont le noyau de compétence reste la défense conventionnelle. L'article suivant n'est pas une liste exhaustive des dizaines de points soulevés, discutés et analysés, mais tente de faire le point, avec le recul du temps et de l'expérience, sur les principaux enseignements tirés.

Valeur de la simulation

Le maire de New York, Rudy Giuliani, a personnellement participé en l'an 2000 à un exercice de gestion de crise où il s'agissait d'évacuer d'urgence plusieurs milliers de blessés à Manhattan. Convaincu de la valeur de l'exercice, le magistrat a demandé qu'une nouvelle simulation soit organisée le... 12 septembre 2001. A l'annonce de l'impact d'un avion sur les tours du World Trade Center, le 11 septembre, dès le début de la première réunion, la décision est prise d'occuper immédiatement -c'est-à-dire avec un jour d'avance- le QG de simulation, transformé par les circonstances en véritable QG de crise.

On ne peut insister suffisamment sur la valeur de l'expérience, de l'exercice, de l'entraînement, de la formation ou de la simulation. Même s'il n'est jamais possible de reproduire l'ensemble des aspects ou des éléments avec un égal réalisme, chaque exercice se concentre sur et vise à entraîner un aspect particulier.

Le simulateur d'entraînement tactique (CET) de Kriens est donc spécialisé dans l'entraînement du rythme de conduite et du travail d'EM des Grandes unités (brigades, régions territoriales) et des corps de troupe (bataillons, groupes).

Dans ce cadre, les moyens à disposition -systèmes d'information, matériel de bureau, moyens de communication, véhicules de commandement- correspondent à la réalité. L'absence d'un officier ou d'une personne clé dans un état-major -qu'il s'agisse d'un congé « réel » ou d'une reconnaissance dans le terrain- correspondent également : il ne faut donc pas se battre contre le système. La durée du travail et le rythme de conduite sont réalistes : on parle de plusieurs jours pour aboutir à une décision et des produits de conduite valables.

Image de la menace

La mise en situation, par le biais de nombreux documents, permet de se familiariser avec un scénario complexe. Le domaine de base d'état-major (DBEM) 2 se concentre sur l'analyse des risques et des menaces. Un catalogue est établi, puis une pondération est effectuée en fonction du degré de dangerosité et de la probabilité d'occurrence.

Les instruments de conduite actuels permettent de répondre à ces risques et menaces de plusieurs manières. La définition d'une « possibilité adverse la plus dangereuse » sert à échafauder une réponse et un concept d'engagement spatio-temporel pour l'engagement de nos propres moyens, préparé par la cellule Opérations 1.

La définition des « autres possibilités adverses » sert à établir un catalogue de situations et de *scenari* qui aboutit à une série de planifications prévisionnelles, c'est-à-dire de « décisions réservées », préparées par la cellule Opérations 2.

Pour donner une mesure de la masse d'information à traiter, on peut parler d'un millier d'annonces arrivant à un EM de brigade chaque jour par les canaux

« traditionnels » : téléphone, fax, radio, estafettes... Ce chiffre double avec l'introduction de systèmes de transmissions de données, notamment INTAFF.¹ Une journée environ est nécessaire pour la préparation d'un concept d'engagement spatio-temporel (RZE) et une douzaine de planifications prévisionnelles. Cela sans compter les ordres et planifications partielles concernant la logistique, les transmissions, le service territorial, les relations civil-militaire (CIMIC), les règles d'engagement (ROE), la communication, etc.

Les réflexions autour de l'analyse des risques ont suscité de nombreux débats au sein de l'EM, confronté souvent pour la première fois à une grande diversité de risques non militaires. On a ainsi évoqué différents types de terrorismes et d'activismes, les groupements de masse, l'indiscipline et les incivilités de la population ou la création de « milices » locales, la confrontation entre groupes d'intérêt, les accidents techniques, les pannes ou les campagnes médiatiques de « décrédibilisation » des autorités (désinformation).

Devant la quantité de risques différents, pour définir la possibilité adverse la plus dangereuse, la première réaction a été d'additionner les phénomènes, aboutissant à une situation de catastrophe généralisée. Mais en y regardant dans le détail, on s'aperçoit que cette variante n'est ni réaliste, ni d'ailleurs la plus dangereuse.

En effet, chaque risque est déterminé en fonction des acteurs, du calendrier et de la répartition géographique. Mais surtout, un pareil déploiement de catastrophes crée *de facto*, une situation d'exception. Dans l'opinion publique, il est ainsi possible de comprendre et d'accepter le recours à des moyens exceptionnels, pour le bien de la collectivité et le rétablissement du droit, de l'ordre et de la sécurité.

Ainsi, le scénario retenu pour la possibilité la plus dangereuse n'a, paradoxalement, rien d'exceptionnel. Au contraire, il s'agit d'une lente dégradation de la situation, de l'accumulation d'événements et de frustrations dans le secteur d'engagement et d'intérêt. Cette lente aggravation, de 2 à 5 % des cas par mois ou par semaine, des sinistres ou de l'insécurité, est difficilement perceptible. On parle de phénomènes ou d'évolutions « en dessous de la couverture radar », car une lente dégradation de la situation n'est pas ou peu perceptible. S'il n'y a pas de rupture visible, il est extrêmement difficile de convaincre les autorités ou l'opinion, c'est-à-dire la population, que des mesures particulières ou supplémentaires sont nécessaires. Ainsi, on peut partir de l'idée que l'autorisation d'engager des moyens militaires fera l'objet de nombreuses inerties et résistances.

La mise à disposition de moyens additionnels –personnels ou juridiques- est compromise, les forces de l'ordre et de sécurité sont peu à peu débordées. Cette situation contraint la troupe à être engagée trop peu et trop tard, dans le contexte le plus défavorable, en l'absence d'appuis (organisations feux bleus débordés) et de soutien (absence d'unanimité ou d'appui du gouvernement, incompréhension de l'opinion). Voici donc, pour nous, la situation la plus difficile et la plus dangereuse.



L'état-major se divise en 7 domaines de conduite ou en « cellules » (DBEM 1-7). Le DBEM 3 comporte une équipe « opérations 1 » qui conduit l'action (photo du haut) et l'équipe « opérations 2 » qui développe la planification prévisionnelle et subséquente (photo du milieu). Le DBEM 2 centralise et exploite les renseignements (photo du bas).

Engagement de la troupe

Contrairement aux missions de défense classiques, où l'engagement nécessite la concentration des forces ou des feux, où la manœuvre –la masse et le choc- est reine, la sûreté sectorielle présente d'autres types de défis. Il s'agit en effet d'avantage de disposer du bon

¹ Système intégré de conduite de l'artillerie (C4I).

élément au bon moment et au bon endroit. Ainsi, les tâches et les urgences se « gèrent » en fonction de listes de besoins, de moyens et de priorités. La plupart des moyens sont attribués ou reçoivent une mission quasi autonome. Le nombre de réserves et la liberté de manœuvre des échelons supérieurs sont réduits d'autant. Dans un environnement à haut risque, il convient généralement de décentraliser et de disperser les moyens afin de réduire leur « empreinte » et leur vulnérabilité. Or dans un engagement de sûreté sectoriel, la disponibilité et le nombre de personnels sur le terrain sont déterminants. Il s'agit donc d'éviter d'éparpiller chaque unité, qui doit alors consacrer typiquement un tiers de ses moyens à sa propre sécurité. Il nous a dès lors semblé qu'un certain regroupement s'avérait rationnel, pour autant que ces concentrations de troupes disposent de défenses en profondeur et ne puissent être « bloquées » ou encerclées par de simples barrages routiers.

Le dispositif s'est ainsi présenté sous la forme de secteurs bataillonnaires, où chaque corps de troupe devait maintenir ses propres réserves d'intervention capables d'agir en quelques minutes par la route. Les réserves au niveau de la Grande unité étaient constituées d'un certain nombre de compagnies aptes au service d'ordre, aérotransportables et concentrées en quatre points éloignés des secteurs de tension.

Le choix du regroupement a également conduit à la création de deux bataillons logistiques *ad hoc*, concentrés autour de deux points d'appui fortifiés, abritant également les réserves aéromobiles de la Grande unité. Ces formations ont été créées par la mise en commun des compagnies logistiques des différents corps de troupes.

Après de nombreuses discussions avec la direction d'exercice –les bataillons *ad hoc* ressemblant davantage à la Conception 66 que celle introduite avec l'armée XXI-, ce choix a été maintenu et a démontré son bien-fondé. Soulignons qu'un des avantages de pareilles simulations est qu'elles permettent les essais doctrinaux et la validation d'idées et de concepts.

Tout ça pour ça ?

SIEGFRIED, premier exercice d'état-major dans le domaine de la sûreté sectorielle préventive, a été suivi un an plus tard par ZEUS, exercice de troupe qui a servi à mettre ces concepts en pratique, dans le terrain et avec la troupe. Ces deux exercices ont de grands mérites et leurs enseignements ont eu des conséquences au-delà des espérances.

Ainsi, il faut partir de l'idée que l'opposition doctrinale absolue entre engagements de défense et sûreté sectorielle n'a pas de sens. En effet, l'attention portée sur la population civile, les acteurs périphériques, perturbateurs, neutres, internationaux, ainsi que l'opinion et l'attitude de la population sont des éléments qui ne peuvent être ignorés dans un cas comme dans l'autre. On ne peut pas opposer ces formes d'engagement, l'une simple, l'autre complexe. Bien davantage, dans le contexte actuel, tout engagement de moyens de combat nécessite une planification minutieuse et une conduite sensible à d'autres facteurs/

renseignements que l'action d'un adversaire, quels que soient sa forme et ses intentions. Il ne s'agit plus de simplement concentrer des moyens. Désormais, l'enjeu est devenu la maîtrise de la force.

Hier, « l'a peu près » était suffisant car l'urgence et la menace étaient si grandes que la fin : la défense et l'indépendance territoriale primaient sur tous les autres objectifs, y compris le budget, les vies humaines, les intérêts particuliers et les libertés individuelles. De nos jours, la barre des exigences s'est sensiblement rehaussée : bien-être, liberté de circulation, liberté de manœuvre et crédibilité des autorités, etc.

La conduite d'un engagement ne peut plus se satisfaire des moyens de conduite d'hier. Le nombre de paramètres et d'indicateurs, la masse d'informations à gérer sont tels que la planification est devenue plus détaillée et plus précise. Elle réclame des outils de travail adaptés à l'ère de l'information et de l'informatique.

Elle nécessite également de déborder du cadre strictement militaire de l'engagement de forces, pour s'étendre aux aspects souvent décisifs de la communication, de la psychologie et des sciences humaines, de l'influence et du contrôle, du droit et de la morale, de la gestion des ressources, de la négociation et de l'art de... résoudre des conflits.

A+V

Le Pz Gren Bat 20 établit son dispositif dans le cadre de l'exercice ZEUS. Depuis son échelon avancé de conduite (EAVC), il peut recevoir les images de drones de jour comme de nuit. Photos: br bl 1.

